



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

19/01/2023

Sans bruit, la Région Auvergne-Rhône-Alpes continue de mentir sur sa politique culturelle et de fragiliser l'économie et les emplois

Au printemps 2022, la Région Auvergne-Rhône-Alpes prévoyait de couper ses subventions culturelles à hauteur de 4 M€ minimum afin d'opérer des rééquilibrages sur des territoires moins aidés via des appels à projets.

Les employeurs et les salariés du secteur ont demandé à plusieurs reprises la suspension de cette décision, le temps de mener la concertation nécessaire à une modification aussi importante de la politique culturelle de la Région.

Sans succès.

Ils ont aussi dénoncé une logique d'appel à projets, qui ne permet pas de structurer efficacement la filière culturelle, notamment en matière d'emploi.

Sans être entendus.

Or, les rééquilibrages annoncés n'ont pas eu lieu, puisque les appels à projets censés réaffecter ces subventions n'ont pas abouti sur 2022 et ne sont prévus que pour 2023. De plus, de nombreux artistes, lieux et festivals situés en milieu rural ont vu leur subvention régionale baisser en 2022.

2023 commence avec un autre engagement rompu : alors que la Vice-Présidente de la Région s'était engagée en octobre 2021 auprès des professionnels, de l'Etat et des autres collectivités territoriales¹ à ne pas remettre en cause les conventions pluriannuelles

¹ Séance plénière d'installation du COREPS (comité régional des professions du spectacle), 21 octobre 2021

d'objectifs qui associent plusieurs partenaires autour du financement d'un projet artistique, ces conventions ont été retirées le jour même du vote prévu en commission permanente du 16 décembre et consigne a été donnée de stopper toutes les conventions en cours de rédaction et de ne pas en présenter à la commission permanente du mois de février. Non seulement cette décision empêche les financements de la Région d'être délivrés, mais ils empêchent aussi les autres collectivités partenaires de verser leurs financements.

Ce revirement n'a fait l'objet d'aucune communication. Malgré nos demandes, nous n'avons à ce jour ni explication, ni calendrier de reprise des votes.

Alors même que ce revirement ne touche pas directement les financements, il s'agit de l'atteinte la plus grave portée par l'exécutif de Laurent Wauquiez à tout le secteur de la culture et de la création. On ne peut que s'alarmer de la politique et des principes qui sous-tendent de telles décisions :

- Quelle est la politique culturelle de la Région ? Les CPO sont en effet un outil fort de pilotage de l'action de la Région. C'est par ces conventions qu'elle indique les grandes priorités qu'elle souhaite voir défendues par les opérateurs.
- Quel respect la Région a-t-elle pour les artistes et les équipes qui animent les lieux culturels ? Ce pilotage unilatéral, sans concertation et sans communication, témoigne à la fois d'un mépris profond et d'un plan bien préparé : se désengager sans bruit du secteur de la culture et de la création. Mais, ce secteur représente des emplois et de l'attractivité. Ces emplois, qui contribuent au rayonnement de la Région et à la promotion du vivre-ensemble, valent-ils moins que les autres ?
- Contrairement à ce que voudrait faire croire la Région, ce sont justement les territoires les moins bien dotés qui vont souffrir de cette situation, car ce sont eux qui ont besoin d'une vision pluriannuelle et d'engagements financiers multiscalaires pour développer un écosystème culturel adapté.
- La Région entend-elle unilatéralement mettre fin à une co-construction des politiques culturelles qui l'associe depuis des décennies à l'Etat et aux autres collectivités, et qui a permis de faire du territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes un vivier artistique de premier plan ? Il s'agirait là d'un précédent à l'échelle nationale, véritable coup de canif dans le pacte républicain dans lequel le soutien à la culture, à la liberté d'expression et aux droits culturels a pourtant toute sa place.

Nous assistons à une grave attaque contre la logique de responsabilité partagée du soutien à la culture. Nous dénonçons cette politique culturelle mensongère qui méprise toute concertation. Une nouvelle fois l'ensemble de l'écosystème culturel est mis en péril, et ce sont les habitants de notre région qui en sont les victimes au final. Le projet de Laurent Wauquiez serait-il de nier les droits culturels des personnes ? Nous espérons que dans les prochaines semaines son exécutif saura nous prouver le contraire.

Organisations syndicales d'employeurs et fédérations professionnelles régionales :

Fédération des Arts de la Rue Auvergne Rhône-Alpes et Fédération nationale des arts de la rue, FEVIS, Forces Musicales, France Festivals, Groupe des 20, Le Maillon, Profedim, SCC, SMA, SNSP, Syndeac, Synavi,

Contact : spectacle.vivant.aura@gmail.com

Organisations syndicales de salariés :

CGT spectacle, SFA,SNAM, Sud Culture Solidaire,SYNPTAC